

idée fort semblable à celle qui lui fournit aujourd'hui les raisons d'entreprendre un programme considérable de travaux publics. La raison donnée par le premier ministre quand il a annoncé la politique actuelle du Gouvernement, c'est que la situation allait bientôt commencer à s'améliorer, que des jours meilleurs étaient en vue et que, puisque nous en étions arrivés là, nous pouvions entreprendre un programme considérable de travaux publics.

Je ne sais si mes honorables collègues se rappellent le discours du trône prononcé le 12 mars 1931. S'ils ne se le rappellent pas, la lecture de ce discours du trône leur fera apprécier jusqu'à quel point la politique que le Gouvernement croyait devoir adopter en 1931 en fonction de l'état de choses qu'on jugeait exister alors, est semblable à celle qu'il croit devoir adopter en vue des conditions qu'il se figure exister aujourd'hui en 1934. Dans l'intervalle, on a abandonné durant fort longtemps cette vieille politique à laquelle on revient aujourd'hui. Je me permets de citer un passage du discours du trône prononcé le 12 mars 1931; j'y lis le passage suivant relatif au programme du Gouvernement:

... Il a doté le pays d'un programme d'entreprises publiques qui, dans l'ensemble, constituent un projet de développement national et ont procuré de l'emploi au plus grand nombre d'ouvriers qui aient jamais été engagés par l'initiative directe du gouvernement fédéral.

A la suite de ce paragraphe, nous lisons ce qui suit:

Les projets et les mesures que je vous ai signalés reposent sur l'opinion bien établie de mon gouvernement que ce pays est à la veille de connaître une nouvelle ère de prospérité.

Le 12 mars 1931, on nous a dit que le Gouvernement croyait que le pays était à la veille de connaître une nouvelle ère de prospérité et que c'était pour cela qu'il avait préparé un grand programme de travaux publics, programme auquel les provinces coopéreraient chacune de son côté, mais qui constituerait un tout. Quelle confiance pouvons-nous accorder aujourd'hui aux intentions et à la politique du Gouvernement quand nous nous rappelons des déclarations de ce genre et que nous considérons ce que le Gouvernement a fait depuis ce temps? Ce qu'on vient d'annoncer au pays est absolument semblable à ce qui a été dit en mars 1931, sauf sur un point. C'est qu'en 1931 le Gouvernement n'avait pas encore établi le système du "dole". Nous lui avons dit à cette époque que, s'il inaugurerait une telle pratique, il ne serait plus capable de l'abandonner. Nous voici maintenant avec deux systèmes: le "dole" va fonctionner à côté d'un vaste programme de travaux publics.

[Le très hon. Mackenzie King.]

Il semble y avoir quelque chose de significatif dans l'époque prévue par le Gouvernement pour l'abandon de l'un de ces systèmes et l'inauguration de l'autre. On nous dit que le gigantesque programme de travaux publics ne sera pas abordé avant le printemps. En d'autres termes, avant la fin de la session, on va présenter à cette Chambre une autre mesure ou une demande de crédits, qui nous obligera à engager des sommes considérables dans la construction de travaux publics. Si ces travaux publics sont nécessaires, il est essentiel de les commencer sans délai, tandis que la crise du chômage est à sa période la plus aiguë, plutôt que dans quatre, cinq ou six mois, alors que le nombre des chômeurs aura diminué d'après les pronostics du Gouvernement lui-même. Pourquoi n'agit-on pas immédiatement si l'on vise d'abord au soulagement du chômage? Si l'on s'arrête à l'examen de la question, on est inévitablement porté à chercher quelque autre explication. Que découvrons-nous? Pour ce qui est des secours aux chômeurs, le Gouvernement nous dit: "Nous allons les continuer pendant quelque temps, pendant les négociations avec les provinces". Il n'y a aucune période déterminée, mais ce sera tant que l'on n'aura pas inauguré le programme de travaux. Je ne sais pas si c'est parce qu'il doit y avoir des élections dans la province d'Ontario au printemps et probablement dans la Saskatchewan pendant l'année, peut-être aussi au Nouveau-Brunswick. Avec l'Île du Prince-Edouard, ce sont là les seules provinces ayant encore des gouvernements conservateurs, et le Gouvernement a décidé d'y continuer les secours directs jusqu'au moment où elles auront leurs élections. Dans tous les cas, c'est ce qu'on est porté à penser. Je ne porte aucune accusation, mais si ce n'est pas la raison, on ne saurait expliquer pourquoi le Gouvernement a choisi ce moment pour la transition.

Parlons maintenant de ce vaste programme de travaux publics. Je suppose qu'à la fin de la session le Gouvernement aura décidé s'il vaut mieux pour lui d'essayer de garder le pouvoir encore quelque temps, ou de recourir aux élections générales cet été ou à l'automne. En tout cas, il semble que l'on veuille façonner ce programme de travaux publics en vue d'élections éventuelles au cours de l'année. D'un bout à l'autre du Canada, on va dépenser des sommes considérables pour des travaux publics immédiatement avant ou pendant les élections générales. Tous ceux qui savent ce que l'on a fait de l'argent accordé pour les secours pendant les élections provinciales, savent quel usage les gouvernements de ces provinces ou le gouvernement